



L'exposition universelle de 2025

ARTICLE DE PRESSE

Exposition universelle 2025 : « Ce retrait de la France est consternant »

Pour Gilles Dufeigneux, ancien délégué général chargé du financement de la candidature française, la décision de Matignon est « injustifiée ». Explications.

C'est un coup dur pour les porteurs du dossier, investis depuis de nombreuses années. La France n'est plus candidate à l'organisation de l'Exposition universelle de 2025. Le Premier ministre en a décidé ainsi, selon un courrier adressé au délégué interministériel Pascal Lamy. Un projet qui péchait par concurrence : celle des Jeux olympiques de 2024 à Paris. Ancien délégué général d'ExpoFrance 2025 chargé de la préparation du dossier de candidature et de son financement, Gilles Dufeigneux considère que les arguments invoqués par Édouard Philippe sont « injustifiés » et « incompréhensibles ». Et de rappeler que le président de la République, lui-même, avait approuvé et signé le dossier de candidature.

Le Point : Quel est votre sentiment après la décision du Premier ministre ?

Gilles Dufeigneux : Cette décision de retrait est assez consternante sur la forme comme sur le fond. L'annoncer en janvier alors que la France a officiellement déposé son dossier de candidature, signé par le président de la République en septembre, est incompréhensible. Les 169 pays membres du Bureau international des expositions (BIE), dont le siège est à Paris, qui ont la responsabilité de choisir le pays d'accueil de l'Exposition universelle de 2025 apprécieront l'incohérence de notre attitude... Il est vrai que la France, pour des raisons de politique interne, avait déjà fait faux bond de la sorte en 1983 et en 2002. L'histoire se reproduit tristement dans un pays qui se targue d'être le berceau de ces événements qui accueillent le plus grand nombre de visiteurs au monde.

L'Exposition universelle ne devait pas se tenir uniquement à Paris, mais aussi dans les territoires.

La candidature est particulièrement aboutie. Elle est originale et innovante, des qualités dont notre pays a tant besoin, à maints égards. C'est celle de tout un pays, pas seulement de la ville capitale où toutes les décisions se font et se défont, mais aussi d'une quinzaine de métropoles, départements, régions où des forums thématiques mettant en avant toute la richesse et la diversité de notre territoire devaient se tenir. Renoncer en quelques jours à une infrastructure aéroportuaire stratégique pour l'ouest de la France et refuser, à ces mêmes territoires, qui aspirent au développement, au rayonnement et à la responsabilité, la chance de participer à une grande aventure de promotion collective de notre pays sont en ce début d'année de bien mauvaises nouvelles.

Comment l'expliquez-vous ?

Sans doute par une combinaison de facteurs. Il y a une vraie défiance de l'administration de l'État, surtout financière, pour un projet innovant, porté par le privé et la société civile, les territoires. C'est un complexe de supériorité bien tenace dans notre pays. Il y a aussi la tentation de prendre l'exemple d'un grand événement pour développer un message d'économies des deniers publics. Enfin, il ne faut pas oublier des considérations techniques et financières sur la capacité de l'État à tenir ses engagements sur la livraison du Grand Paris Express, en particulier sa ligne 18, dont la réalisation était inscrite dans le dossier de candidature déposé par le président de la République.

Édouard Philippe pointe trois faiblesses : l'équilibre économique du projet, le risque d'une faible fréquentation comme à Milan en 2015, et le manque de partenaires privés.

Ce sont trois critiques injustifiées. Le modèle économique a été, dès son origine, élaboré par un aréopage d'économistes, de financiers et de chefs d'entreprise ! Il a, par la suite, été confronté à l'expertise des fonctionnaires du budget et du Trésor, sous l'œil particulièrement attentif du délégué interministériel en charge de la candidature, Pascal Lamy, ancien directeur général de l'OMC. Que les mécanismes de financement n'aient pas été encore



complètement arrêtés, c'est un fait, mais pour une organisation prévue en 2025, ce n'est pas anormal. L'argument de la **frilosité** des acteurs privés à s'engager est inapproprié pour un projet dont la candidature n'est portée financièrement que par de grandes entreprises **mécènes**. Cette candidature, d'un budget de 30 millions d'euros est intégralement financée par des fonds privés, sans subventions publiques. Que le gouvernement, plutôt que de consacrer la très grande qualité d'un modèle **épargnant** les fonds publics, y renonce est tout à fait incompréhensible.

La candidature était-elle soutenue par Emmanuel Macron ?

Les grands principes de financement étaient précisés dans le dossier officiel remis par la France au BIE en septembre 2017 et que le président de la République a signé. Quant aux perspectives de fréquentation de l'événement, elles sont basées sur une étude d'impact, réalisée par un très grand cabinet international. Les mettre en doute aujourd'hui pour un événement qui sera organisé en 2025 n'est pas sérieux. C'est en 1900 que la France a pour la dernière fois organisé l'Exposition universelle. Le pays était alors beaucoup moins développé en termes d'infrastructures et ne comptait que 40 millions d'habitants. Cela n'avait pas empêché d'accueillir 42 millions de visiteurs, pour la plus grande gloire de nos arts, de notre culture et de nos industries.

Les JO, l'Exposition universelle... N'était-ce pas trop ?

De nombreux pays obtiennent l'organisation de plusieurs grands événements concentrés sur quelques années : le Brésil avec les JO et la Coupe du monde de football, la Chine avec les JO et l'Exposition universelle, le Japon avec les JO, la Coupe du monde de rugby et peut-être l'Exposition universelle de 2025 pour laquelle il candidate. C'est le signe du rayonnement et de l'influence d'un pays. Plutôt que de nous en inquiéter, nous devrions nous en **réjouir** !

Le Point, 22/01/2018

http://www.lepoint.fr/societe/exposition-universelle-2025-ce-retrait-de-la-france-est-consternant-22-01-2018-2188598_23.php

COMPRÉHENSION DES ÉCRITS

❖ Lire le texte et répondre aux questions :

1. Le Parlement a décidé de retirer la candidature de la France à l'exposition universelle de 2025. Vrai Faux

Justification : _____

2. Gilles Dufeigneux comprend parfaitement cette décision. Vrai Faux

Justification : _____

3. Quelle est l'incohérence française à laquelle fait allusion G. Dufeigneux ?

4. En quoi cette décision a-t-elle des conséquences sur l'intégralité du pays ?

5. Quel est le message communiqué par l'Etat en annulant sa candidature à l'exposition universelle ?



6. Quelles sont les trois raisons invoquées par le Premier Ministre pour justifier cette décision ?

7. Le financement de cet évènement est majoritairement public. Vrai Faux

Justification : _____

8. La fréquentation de ce type d'évènements est assez faible. Vrai Faux

Justification : _____

9. Que reflète l'accueil par un pays de divers évènements en un an ?

PRODUCTION ÉCRITE

❖ Rédiger un texte argumentatif sur le retrait de la France à l'exposition universelle. (150 mots).

VOCABULAIRE

❖ Associer chaque mot surligné à sa définition ou à son synonyme :

- | | |
|-----------------------|---|
| 1. C'est un coup dur. | a) Fini, achevé, terminé, parfait |
| 2. Pécher | b) Désolant, affligeant, atterrant, attristant |
| 3. Invoqué par | c) Un tribunal, une cour |
| 4. Consternant | d) La timidité, la peur |
| 5. Faire faux bond | e) Un bienfaiteur |
| 6. Se targuer de | f) C'est un ennui soudain, une mauvaise passe |
| 7. Abouti | g) Manquer |
| 8. À maints égards | h) Mis en avant par |
| 9. Aspirer à | i) Le manque de confiance |
| 10. La défiance | j) Pour de nombreuses raisons, à de nombreux sujets |
| 11. Pointer | k) Désirer |
| 12. Un aréopage | l) Se vanter, se prévaloir, s'enorgueillir |
| 13. La frilosité | m) Manquer à un engagement pris |
| 14. Un mécène | n) S'enthousiasmer de |
| 15. Épargnant | o) Economisant, exemptant |
| 16. Se réjouir de | p) Désigner |